

RAPPORT DE MINISTÈRES ET JUSTICE AUTOCHTONES

Source : Le Bureau de Ministères et justice autochtones

L'Église autochtone a connu un parcours riche de moments incroyables de croissance et de renouveau ainsi que de défis. Ce parcours qui est le nôtre est imprégné d'un profond engagement envers qui nous sommes en tant que peuples autochtones au sein de l'Église Unie du Canada. En cette période de croissance et de renouveau, les aînées et les aînés de l'Église autochtone ont cheminé aux côtés du personnel de Ministères et justice autochtones afin que nous puissions continuer à servir nos communautés et à déterminer une voie à suivre.

Ministères et justice autochtones a entrepris la tâche de formuler une vision pour 2035 et une partie de ce travail consiste à évaluer l'ensemble de nos églises et de nos presbytères. De plus, le personnel s'emploie à mettre au point une nouvelle façon de recueillir des données essentielles pour nous aider à mieux comprendre comment se portent nos communautés.

L'Église autochtone a entendu l'appel à faire preuve de profondeur, de dynamisme et d'audace alors que nous renouvelons l'Église pour les 100 prochaines années. À mesure que nous envisageons cette vision, l'Église autochtone comprend que cette mission exigera de nous que nous soyons fidèles, volontaires, travaillants et stratégiques.

En tant que Ministères autochtones, nous avons comme principal objectif de cheminer aux côtés de nos communautés de foi. Nous avons à cœur de collaborer avec elles pour élaborer des stratégies, unir nos efforts et définir la vision d'une Église autochtone dynamique.

Gouvernance

Le personnel de Ministères et justice autochtones assiste les instances dirigeantes de l'Église autochtone. Le Rassemblement spirituel autochtone se tient tous les trois ans et constitue une instance qui est semblable au Conseil général en ce qui a trait aux responsabilités liées à la prise de décisions. Ces assemblées offrent une occasion importante pour la formation spirituelle et le renouveau des membres de l'Église autochtone. Entre les rassemblements spirituels, le Conseil national autochtone est chargé de donner des orientations politiques et d'assumer d'autres responsabilités en matière de gouvernance pour l'Église autochtone. Le Conseil national des aînés et des aînées autochtones guide spirituellement toutes les instances de l'Église autochtone, le Conseil général, la modératrice et le Bureau de la vocation.

Nous avons atteint un tournant décisif dans la vie de l'Église autochtone à la suite de l'adoption du Renvoi 1 : Création d'une organisation nationale autochtone autonome. L'Église autochtone peut désormais oser rêver à son avenir et déterminer comment elle voudrait vivre ses relations, tout en demeurant autonome dans sa relation avec le reste de l'Église Unie du Canada. Elle le fera d'une façon qui lui permettra d'approfondir les différentes expressions des traditions spirituelles des peuples autochtones des quatre coins du pays. En 2024, l'Église autochtone a dû faire face à certains défis en matière de leadership, ce qui a mené à la tenue d'une assemblée extraordinaire du Rassemblement spirituel national autochtone (RSNA) à Winnipeg à la fin de

l'année. Le RSNA a conclu en tout premier lieu qu'il fallait plus de temps pour discerner et guérir. Il a ensuite confié au Conseil national des aînés et des aînées autochtones la tâche d'aider l'Église autochtone à aller de l'avant dans la bonne direction.

Comme tous les conseils dans l'ensemble de l'Église, le RSNA connaît une réduction progressive de ses effectifs depuis sa première convocation en 2019, de sorte qu'il est en train d'entreprendre un processus pour recruter de nouveaux membres afin d'assurer une meilleure représentation de toutes les régions de l'Église autochtone au Conseil. Le RSNA travaillera ensuite de concert avec Ministères et justice autochtones en vue de mettre sur pied un groupe pour élaborer un rêve ou une vision de manière à aider l'Église autochtone à formuler des propositions pour la gouvernance de celle-ci, notamment pour un nouveau Conseil national autochtone, en s'appuyant sur le rapport de 2024 du RSNA.

L'Église autochtone a exprimé sa profonde gratitude aux membres du Conseil national des aînés et des aînées autochtones pour avoir accepté si gentiment et généreusement d'assumer des responsabilités supplémentaires dans la foulée du RSNA. Il s'agit là d'une lourde charge de travail imprévue pour les Aînés et les Aînées jusqu'à la mise en place d'un nouveau Conseil national autochtone.

Travail des personnes chargées de la coordination du développement communautaire

Les trois personnes chargées de la coordination du développement communautaire visitent les communautés de foi de l'Église autochtone et travaillent de concert avec les leaders ministériels pour soutenir le ministère et le rayonnement. Elles ont pour mandat d'appuyer les priorités, désignées par les communautés de foi autochtones, dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de travail qui mènent vers un ministère durable et dynamique : développement du leadership des jeunes, intendance; biens immobiliers, prospérité financière et économique, formation, savoir traditionnel et spiritualité; soins pastoraux; et modèles de guérison.

Les personnes chargées de la coordination du développement communautaire ont travaillé en collaboration pour établir un plan des biens immobiliers et des immobilisations qui porte sur les réparations, les négociations de contrats, les rénovations et la restauration d'églises et de presbytères. Grâce à ce plan, la totalité des transactions et des actifs immobiliers sera recensée avec précision dans un registre et les propriétés seront convenablement assurées. Ces mesures donnent à l'Église autochtone des renseignements justes et actualisés concernant les types de soutien qui sont nécessaires pour nos communautés. Les personnes chargées de la coordination du développement communautaire ont constaté qu'il y avait plusieurs postes à pourvoir pour le personnel ministériel dans tous les cercles de l'Église autochtone. Cette dernière devra travailler dans un esprit de collaboration afin d'élaborer des stratégies efficaces pour répondre aux besoins en personnel ministériel de ces communautés.

En octobre 2024, une retraite a été organisée pour le personnel ministériel. Cette retraite a permis aux pasteures et aux pasteurs de l'Église Unie qui servent à Keewatin de s'offrir du répit alors qu'ils traversent une période extrêmement difficile.

Le nombre de décès dans les communautés nordiques est énorme et trop souvent, celles-ci ne disposent pas des ressources nécessaires pour épauler une paroisse. Les pasteures et les pasteurs de l'Église Unie sont appelés à soutenir les membres des paroisses de différentes façons. Ils font preuve de résilience, mais leur tâche est épuisante.

La retraite leur a permis de prendre du repos, de suivre une formation en gestion de crise et de se renouveler spirituellement. Les pasteures et les pasteurs ont ainsi eu l'occasion de prendre soin d'eux, de s'encourager mutuellement et de retourner à la maison en étant davantage en mesure de continuer à servir leur paroisse.

Tous les ans, Reynold Anderson, coordonnateur du développement communautaire pour Keewatin, travaille de concert avec Glen Waterman, responsable des dons annuels pour fournir des soins pastoraux aux pasteures et pasteurs de Keewatin.

Récemment, les bâtiments de l'Église autochtone des quatre coins du pays ont été soumis à une évaluation immobilière. Cette initiative n'était pas seulement opportune, mais essentielle pour plusieurs raisons importantes. Plus que de simples structures physiques, ces églises constituent des lieux de rassemblement sacrés, des centres culturels et des monuments historiques qui revêtent une signification particulière pour les communautés autochtones. En prenant conscience de leur état actuel, c'est un premier pas essentiel pour veiller à ce qu'elles continuent de servir dignement les futures générations d'une manière utile et en toute sécurité.

Plusieurs de ces églises ont été bâties depuis des décennies, souvent dans des régions éloignées ou rurales où le financement était limité et l'entretien coûte cher. Par conséquent, rien n'a été fait pour remédier à l'usure normale, au vieillissement structurel et aux dommages causés par les intempéries. L'évaluation exhaustive permet aux communautés et aux leaders des paroisses de déterminer les réparations urgentes, de prioriser la santé et la sécurité et de planifier les rénovations ou les restaurations.

De plus, les évaluations reconnaissent l'importance de ces églises dans le processus de réconciliation qui se poursuit. Elles sont des lieux où se produit la guérison culturelle et spirituelle. Un bon entretien de ces églises constitue une manière tangible de montrer du respect pour les voix et les traditions autochtones ainsi que pour la relation entre l'Église Unie et les peuples autochtones. Ces travaux ouvrent également la porte à un financement à venir, à du soutien et à une planification concertée qui correspondent aux besoins et aux visions mêmes des communautés autochtones.

Ces évaluations représentent une étape nécessaire afin de repérer les bâtiments qui tombent en ruines, ce qui pourrait provoquer des fermetures en raison des dangers pour la sécurité et des risques pour la santé de nos pasteures et pasteurs.

En résumé, l'évaluation de l'état de ces bâtiments est une question de préservation, de sécurité, de respect et d'engagement envers un avenir commun. Il s'agit là d'un acte d'intendance nécessaire, c'est-à-dire d'un acte qui reconnaît le rôle vital que ces lieux jouent dans la vie, l'esprit et la résilience des paroisses autochtones des quatre coins du pays.

Programmes du Fonds de guérison

La coordonnatrice des programmes de guérison soutient les initiatives de développement communautaire autochtone partout au Canada en proposant plusieurs subventions en matière de guérison holistique, de développement du leadership et de la formation. En poursuivant fidèlement la guérison, la revitalisation culturelle et la vérité et la réconciliation, la coordonnatrice met à contribution toutes les communautés et communautés de foi autochtones ainsi que l'Église d'une manière relationnelle qui suit les enseignements sacrés de respect, d'amour, de bravoure, d'humilité, de sagesse, d'honnêteté dans les aspects de la participation communautaire.

La gestion du Fonds de guérison de même que le Fonds Dorothy-Jenkins, le Fonds de dotation autochtone et le Fonds de bourse commémoratif Alvin-Dixon sont des éléments essentiels pour la coordonnatrice du Fonds de guérison et elle s'en occupe en collaboration avec le groupe de travail.

En 2022, le Fonds de guérison et l'Association des femmes de l'Église Unie (AFÉU) ont noué une relation pour favoriser la guérison des femmes, des enfants et des familles autochtones. L'AFÉU s'est engagée dans cette relation financière pour une période de 5 ans. Le total reçu en août 2025 s'élevait approximativement à 44 000 \$ et c'est ce qui a permis à deux autres initiatives du Fonds de guérison de se concrétiser.

La coordonnatrice du Fonds de guérison, Joni Shawana, a été invitée à présenter les initiatives de ce fonds que l'AFÉU a financées à l'assemblée nationale de cette association en septembre 2024. On lui a également demandé de faire une présentation à une paroisse de l'Église Unie au début de l'été 2025. Un document de l'AFÉU sur la *marche à suivre* pour faire un don au Fonds de guérison est en chantier et contiendra un résumé de toutes les initiatives que l'association a financées. Joni dirige également les actions de Ministères et justice autochtones concernant l'épidémie de personnes autochtones disparues et assassinées, notamment le soutien aux familles touchées par les meurtres liés aux sites d'enfouissement de Winnipeg. Elle participe aux communications de Ministères et justice autochtones et aux travaux de l'Église dans son ensemble en matière de défense de la cause climatique.

Animatrices et animateurs, Justice et réconciliation autochtones

Les animatrices et les animateurs, Réconciliation et justice autochtones, se partagent la responsabilité d'aider concrètement les communautés de foi et les régions de l'Église non autochtone à progresser vers des relations justes avec l'Église autochtone, les communautés autochtones et les peuples autochtones par le fidèle témoignage ancré dans la politique et la théologie de l'Église Unie. L'accent est mis sur les communications, la défense des droits, la

formation, le développement de ressources, le financement de projets et l'entretien des relations et des réseaux au sein de l'Église Unie.

Sara Stratton, animatrice, Justice et réconciliation autochtones, soutient l'initiative Ramener les enfants à la maison en vue d'aider les communautés autochtones à honorer les enfants disparus et à identifier les sépultures anonymes. Jusqu'à maintenant, nous avons versé une aide financière à trois projets commémoratifs et nous avons fourni des ensembles de documents d'archives à 24 communautés. Ce qui représente plus de 75 000 pages de documents et des milliers d'images.

Sara a également préparé, à l'intention de l'exécutif du Conseil général, les propositions sur le Dimanche du chandail orange et sur le financement en capitaux pour le Centre national pour la vérité et la réconciliation en plus de rédiger une version mise à jour des excuses pour la participation de l'Église Unie dans le système des pensionnats autochtones.

Elle a récemment élaboré et offert un webinaire en quatre parties, *Placing Ourselves in Colonialism* [Nous situer dans le colonialisme], la deuxième partie d'une série qui a d'abord été entreprise en 2023 afin d'aider les descendantes et descendants du colonialisme à comprendre leur place dans l'histoire et l'héritage permanent de la colonisation. Elle a présenté des webinaires, des ateliers et des sermons portant sur le rapport sur les enfants disparus et les sépultures anonymes de l'interlocutrice spéciale indépendante qui s'adressaient à nos structures de gouvernance, aux communautés de foi et à des communautés plus vastes. De plus, elle s'est investie dans le dialogue œcuménique pour donner vie au rapport et passer à l'action en ce qui concerne le déni des descendantes et descendants du colonialisme. Dernièrement, elle a aussi organisé un événement public œcuménique avec Marie Wilson, commissaire à la Commission de vérité et réconciliation et avec Cynthia Reyes, journaliste. Sara agit également comme personne-ressource pour la Table commune sur l'antiracisme et fait partie du groupe du personnel qui s'occupe de réparer les torts, notamment en supervisant un projet de recherche sur l'histoire et le statut des excuses de l'Église Unie. Elle participe aussi aux travaux de l'Église dans son ensemble en matière de défense de la cause climatique. Elle produit le bulletin mensuel *Living into Right Relations* dans le cadre de son implication aux communications de Ministères et justice autochtones.

Sara a travaillé de concert avec Adele Halliday, responsable de l'équité et de la lutte contre le racisme, sur le processus de formation pour le Renvoi 1 (Organisation nationale autochtone autonome), en le présentant comme un élément essentiel de la réconciliation et de la justice réparatrice. Sara et Lori Ransom, animatrice, Réconciliation et justice autochtones, ont agi à titre de personnes-ressources pour le groupe consultatif sur la justice autochtone. Lori s'est occupée de faire un suivi auprès des membres de ce comité en ce qui concerne les nominations et l'affichage organisé des postes vacants. Lori a aussi fait des présentations et des sermons. Elle a contribué à l'initiative sur la réparation des torts et a travaillé étroitement avec le personnel des Archives pour étudier les rapports descriptifs des externats. Elle a pris part à l'une des discussions du cercle de lecture Mod's Book Squad sur le livre de Jody Wilson-Raybould, *True Reconciliation* [Une vraie réconciliation]. Lori coordonne le Fonds justice et réconciliation, lequel finance annuellement de 12 à 15 projets de sensibilisation et de

renforcement des liens. Ce fonds aide les communautés de foi, les camps, le ministère auprès des jeunes, les conseils régionaux et les autres groupes de l'Église Unie à garder le cap sur les travaux liés à la guérison, à la transmission de la vérité et à la réconciliation.

La toute première évaluation du Fonds justice et réconciliation a été effectuée, notamment en sondant l'opinion de 50 anciens bénéficiaires. Un comité d'évaluation a examiné les résultats et a été ravi de constater une forte approbation des répondants et répondantes pour ce fonds et pour la façon dont il était géré. Les membres du comité ont indiqué certaines améliorations à apporter à l'exploitation du Fonds et celles-ci sont en train d'être mises en œuvre.

Lori a dirigé un projet œcuménique pluriannuel pour lutter contre la violence spirituelle. De ce projet est né un document pour les confessions qui a été confié aux Communications pour y apporter la dernière touche. Lori collabore avec l'équipe œcuménique et le personnel de United-in-Learning pour élaborer un plan d'animation. Elle siège aussi à l'exécutif du Conseil canadien des Églises (CCE) et a collaboré à la direction des travaux du Groupe de référence interreligieux chrétien du CCE portant sur les consultations avec les leaders spirituels autochtones et les gardiennes et gardiens du savoir traditionnel.

Coordination du leadership des jeunes

La personne chargée de la coordination du leadership des jeunes a pour mandat de développer le leadership chez les jeunes, en visant à vivre en harmonie et à faire montre d'une capacité d'intendance à l'égard des communautés autochtones dans leur ensemble. Pour ce faire, cette personne coordonne et supervise ce volet à tous les niveaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Église Unie du Canada.

La personne chargée de la coordination du leadership des jeunes au Conseil régional Prairie to Pine n'a pas ménagé ses efforts pour offrir le Camp Neechi aux jeunes du Manitoba. Neechi est un programme de réconciliation qui permet de rapprocher les jeunes autochtones et non autochtones afin que des liens d'amitié puissent naître. Les jeunes prennent part à des activités rattachées aux ressources naturelles, comme la construction d'un fumoir, le fumage de la viande, le séchage des plantes médicinales, la récolte de la pharmacopée traditionnelle, ainsi qu'à des activités du camp.

Neechi a été mis sur pied en raison de la nécessité de lutter contre le racisme envers les Autochtones qui sévit au Manitoba. En créant un espace, dans l'intention de rapprocher les jeunes autochtones et non autochtones, il est à espérer que ces cycles soient brisés.

La direction de Neechi est assurée en grande partie par des Autochtones et les campeurs et campeuses autochtones en retirent un sentiment de fierté. Les campeuses et les campeurs non autochtones n'ont pas souvent l'occasion d'apprendre des peuples autochtones et Neechi leur offre cette possibilité. Il est extrêmement important pour les personnes non autochtones de voir des Autochtones occuper des postes de leader.

Le Programme de bourses pour les personnes autochtones et racisées

La personne chargée de la coordination du leadership des jeunes, de concert avec Emo Yango, coordonnateur de la croissance, Communautés migrantes, diasporiques et racisées, offre du soutien aux boursières et boursiers autochtones.

Six jeunes âgés de 18 à 26 ans qui s'identifient comme autochtones ou racisés et qui montrent de l'intérêt peuvent participer à un programme de recherche de 10 semaines. Ce programme offre un espace à trois jeunes autochtones et à trois jeunes racisés pour mettre en évidence leur identité raciale et les problèmes qui ont des incidences sur leur communauté, en effectuant des recherches sur un sujet de leur choix, en rédigeant une dissertation et en présentant leurs conclusions de façon créative.

Chaque chercheur ou chaque chercheuse a pour but de faire ressortir *une vie de disciple dynamique, une spiritualité profonde et une quête de justice audacieuse* sous l'angle de la réalité des jeunes.

La retraite pour les jeunes autochtones et racisés offre l'espace pour réunir 10 jeunes autochtones et 10 jeunes racisés au Centre spirituel Sandy-Saulteaux. Cette retraite est un lieu unique puisqu'il permet aux participantes et aux participants de se réunir sans avoir à se préoccuper de la réconciliation ni à expliquer leur réalité. Les jeunes se familiarisent avec les problèmes de justice sociale, explorent les questions d'identité raciale et parlent franchement des difficultés liées au fait d'être autochtone et racisé au Canada et dans l'Église Unie du Canada.

La retraite leur donne également l'espace pour célébrer leur identité et pour en savoir plus sur la culture et la spiritualité des autres. Les jeunes participent à un grand éventail d'activités, comme le plaidoyer pour des recherches sur le site d'enfouissement de Prairie Green, la Journée du chandail orange et la formation sur le leadership des jeunes et des jeunes adultes dans des programmes qui sont culturellement plus sûrs.

La personne chargée de la coordination du leadership des jeunes a soutenu l'Église dans son ensemble en recrutant de jeunes autochtones pour participer à des occasions d'apprentissage mondiales, en leur offrant la direction du forum jeunesse Rendez-vous, en les invitant à animer des ateliers pour les communautés de foi et en leur confiant des travaux de comité.

À l'Église Unie, il faut mettre davantage en valeur les jeunes autochtones, et la personne chargée de la coordination du leadership des jeunes collabore avec d'autres personnes au sein de l'Église pour créer de l'espace.

Bureau de la vocation autochtone

Depuis six ans, le Bureau de la vocation autochtone encadre le leadership et la formation des leaders de l'Église autochtone. Il s'agit notamment de soutenir les travaux en matière de relations pastorales avec les conseils régionaux, d'aider le groupe de travail sur Mission et

Service pour la dotation pour le ministère, d'élaborer le parcours de candidature autochtone, de renforcer la relation avec le Centre spirituel Sandy-Saulteaux et de continuer à tisser un lien œcuménique autochtone avec le Cercle sacré autochtone de l'Église anglicane du Canada.

Dans le domaine des relations pastorales, nos pasteures et pasteurs ont de plus en plus de besoins importants pour faire face aux répercussions importantes des surdoses et des suicides dans leur communauté. Comme mentionné précédemment, la retraite pour le personnel ministériel qui a eu l'an passé constitue l'une des étapes entreprises pour soutenir nos pasteures et pasteurs qui sont profondément investis dans ce secteur difficile du travail ministériel. Nous prévoyons que les demandes pour ce type de travail continueront d'augmenter et nous espérons trouver de nouvelles façons de soutenir non seulement nos pasteures et pasteurs, mais également les communautés qu'ils servent.

Pour ce qui est des conseils régionaux, nous avons été en mesure de soutenir la politique et les pratiques exemplaires que les régions ont mises en place afin de s'acquitter de leurs responsabilités auprès des communautés autochtones. Ces travaux continuent d'améliorer les relations d'année en année.

Le Conseil des candidatures autochtones a été en mesure de terminer la première ébauche du parcours de candidature autochtone au terme d'un processus d'un an qui comportait l'élaboration de nos propres ressources autochtones par un processus de participation communautaire. Ces ressources ont pour nom le *Parcours parallèle* et la *Roue d'identité*.

Depuis les trois dernières années, le Bureau de la vocation autochtone collabore avec la personne chargée de la coordination des relations justes avec les Autochtones et l'archevêque national autochtone de l'Église anglicane du Canada en vue de mettre au point des ressources de formation communes à l'intention du personnel ministériel non autochtone qui sert des communautés de foi autochtones.